



# Avantage aux formations à vocation professionnelle

**Apprentissage, grandes écoles, licences pro, BTS, DUT, filières spécialisées. A tous les niveaux, les formations « professionnalisantes » semblent tirer leur épingle du jeu.**

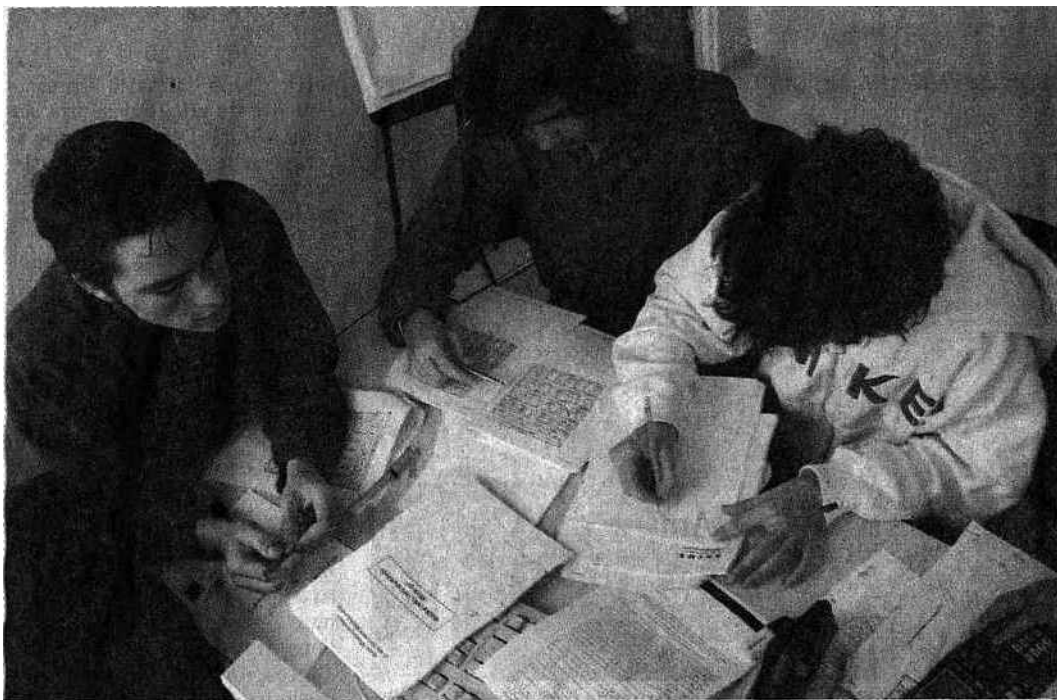
« Après le bac, je voulais vite entrer sur le marché du travail », explique Romain, vingt-cinq ans, jeune ingénieur diplômé et, aujourd'hui, chef de projet pour JA Delmas Export. Après un DUT en mesures physiques, il a donc choisi de suivre une formation en alternance à l'Ecole des arts et métiers de Bordeaux, « pour devenir un ingénieur de terrain ». Après deux années en apprentissage, il vient de signer un CDD avec l'entreprise qui l'a formé.

Ce type de parcours n'a rien d'exceptionnel : l'alternance, comme toutes les formations à vocation professionnelle, séduit un nombre croissant d'étudiants. Ils y voient le moyen d'appivoiser le monde de l'entreprise, de rencontrer des professionnels et de se doter d'un bagage aussi concret que possible. Bref, de préparer leur accès à l'emploi. Et, de leur côté, les recruteurs apprécient ce type de profil. « L'alternance donne de bons résultats en termes d'insertion. Mais nos diplômés qui ont suivi le cursus classi-

que ne se placent pas moins bien, nuance pourtant Benoît Herbert, directeur de l'Istec, une école de commerce et marketing qui propose un cursus en alternance sur les deux dernières années. Car un diplômé passé par la voie « classique » aura au total 9 lignes de stages sur son CV. » Il aura eu ainsi de multiples occasions de se frotter à l'entreprise et de préparer son insertion. « En dernière année, j'avais peur de ne pas trouver d'emploi, confie Caroline, vingt-deux ans, jeune diplômée de l'Istec, aujourd'hui ingénieur d'affaires en CDI. Quand j'ai su que je ne pouvais rester dans l'entreprise de mon stage, j'ai décroché quatre propositions d'embauche en deux semaines. » Enthousiaste à l'idée de commencer sa carrière professionnelle, elle envisage néanmoins de s'inscrire en master pro dans trois ou quatre ans pour se spécialiser dans les ressources humaines.

## Etre opérationnel tout de suite

Dans une conjoncture économique instable, « les étudiants ressentent davantage le besoin de sécuriser leur parcours de formation », souligne Jean-François Mazoin, président de l'Assemblée des directeurs d'IUT. Le projet pédagogique des IUT, fondé sur la formation en deux ans de techni-



A Reims Management School, l'une des grandes écoles les plus engagées dans l'apprentissage.

ciens à bac + 2, semble aujourd'hui victime de son succès. « A l'IUT de Toulouse, nous sommes passés de 16.000 candidatures en 2008 à 24.000 en 2009 pour 2.000 places », précise Jean-François Mazoin.

Cette explosion des demandes est cependant à nuancer : elle est largement imputable au nouveau système national d'inscriptions dans le supérieur, la plate-forme Admission postbac (APB), qui permet à tout bachelier de formuler de multiples vœux d'inscription. Sans compter que « la défiance à l'égard des universités, après les mouvements de blocage du printemps dernier, a aussi sans doute joué », estime Annick Tuchscherer, responsable du département Infocom à l'IUT Robert-Schuman de Strasbourg, qui note elle aussi un doublement des candidatures.

#### Des filières peu attractives

Mais alors que des gisements d'emplois existent dans plusieurs secteurs industriels, certaines formations ont du mal à rester attractives. « Le génie électrique,

l'informatique industrielle ou encore le secteur de l'emballage manquent de visibilité et d'attractivité, observe Jean-François Mazoin. A l'inverse, les filières touchant aux énergies renouvelables ont le vent en poupe. » « En période de crise, le marché est compliqué et il faut être opérationnel tout de suite », remarque de son côté Jérôme Gras, directeur exécutif du cabinet de recrutement Page Personnel, avant d'ajouter que « les entreprises souffrent d'une pénurie de techniciens de niveau bac + 2 ».

Certes, les formations les plus cotées semblent plutôt épargnées par la crise. « Nous essayons cependant de préparer nos étudiants au fait que le recrutement peut ne pas être immédiat », indique Régis Vallée, responsable de la commission formation à la Conférence des grandes écoles et directeur de l'Ecole des ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP). S'il est encore trop tôt pour mesurer l'impact de la crise sur la promotion 2009 de jeunes diplômés, les formations professionnalisantes font tout pour sortir la tête haute de cette mauvaise passe.

CAROLINE DIEBOLD

## L'apprentissage, voie royale vers l'emploi

**Panne.** C'est le paradoxe de l'apprentissage. De tous côtés, on ne tarit pas d'éloge sur la formule. Les recruteurs apprécient les jeunes diplômés issus de cette voie, qui sont à la fois très opérationnels et bien informés des rouages de l'entreprise. Les enseignants soulignent l'intérêt pédagogique des « allers-retours » entre école et entreprise, qui apporte un double éclairage, théorique et concret. Quant aux apprentis eux-mêmes, ils y voient un moyen de financer leurs études tout en suivant un cursus en phase avec les réalités professionnelles. Qualité de la formation et de l'insertion, promotion sociale : l'apprentissage fait l'unanimité.

Et pourtant, selon le ministère du Travail, le nombre d'apprentis est en recul sensible par rapport à l'an dernier. La raison tient en un mot : la crise. Beaucoup d'employeurs, notamment dans les secteurs sinistrés, hésitent à s'engager. Résultat, les apprentis peinent à trouver une firme qui les prenne sous contrat. Pire, le budget 2010 prévoit une panne durable de l'apprentissage, en dépit des mesures d'incitation.

Le **CFA** Sup 2000, en Ile-de-France, l'un des pionniers de l'ap-

prentissage universitaire (2.750 apprentis, 1.200 firmes partenaires), fait exception. Il a même vu cette année le nombre de ses contrats augmenter de 15 %. Il garantit un taux d'insertion de 86 %. Et 96 % de réussite aux diplômes.

« Je ne me voyais pas m'embarquer pour cinq années d'études théoriques. J'avais besoin de concret, expose l'une des étudiantes, Chloé Szopinski, vingt-deux ans, en M2 Finance à l'IAE Gustave-Eiffel (Paris-XXII), à Créteil, sous contrat avec LCL. L'apprentissage m'a permis en outre de me tester dans les RH, pour me tourner ensuite vers la gestion de patrimoine, qui me convenait mieux. » Aujourd'hui, elle se dit « très fière » de ce parcours exigeant, mais qui la comble. Bien sûr, son emploi du temps est plus chargé que celui d'un étudiant de la voie « classique ». « Mais comme cela me plaît, je ne compte pas mes heures. Et cela n'a rien d'excessif », note-t-elle.

La suite ? Elle espère bien être recrutée par LCL, dès la fin de cette année scolaire, directement comme conseillère en patrimoine. Sans passer par la case « débutante ».

J.-C. L.